



Collectif d'associations
pour l'action sociale

Rapport d'activité

2024



Le Collectif



amic

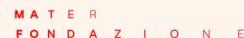


découvrir



camarada

CARITAS Genève



•Groupe•santé•Genève•



Une année 2024 placée sous le signe de la collaboration

En 2024, la collaboration a été au cœur des actions du Collectif : renforcement de celle-ci par la mise en place d'un partenariat durable avec l'Hospice général, nouvel axe de réflexion entre membres et avec le canton autour des pratiques de monitoring, échanges soutenus avec la Ville de Genève permettant d'aboutir à un financement de prestations de lessives au sein du réseau d'hébergement d'urgence, ...

Un grand MERCI à toutes les personnes impliquées dans la construction continue de ce travail de réseau, et une cordiale BIENVENUE aux quatre nouveaux membres (Autonomia, les Colis du Cœur, la Fondazione Mater et le Laboratoire) qui ont rejoint le CAPAS en 2024.

Qui sommes-nous?

Le CAPAS réunit aujourd'hui 54 associations et fondations actives dans le champ socio-sanitaire genevois offrant de multiples prestations. Il œuvre à visibiliser le travail de ses membres, à favoriser leurs collaborations et les synergies. Il défend leurs intérêts communs et fait valoir leurs points de vue et constats auprès des pouvoirs publics, tout en facilitant les liens et les partenariats avec ces derniers.

Équipe et Comité

Comité

Maria Casares (Pluriels)
Daria Clay (Fondation au Cœur des Grottes)
Caroline Eichenberger (Camarada)
Sylvie Fischer (F-information)
Ollivier Gross (Fidès)
Camille Kunz (Caritas Genève) jusqu'à juin 2024
Laura Magdalena (Croix-Rouge genevoise)
Christian Wilhelm (Carrefour AddictionS - FEGPAC)

Co-responsables

Julia Schaad & Fabienne Vermeulen

Dossiers & projets au long cours

Bureau d'information sociale (BiS)

Le CAPAS a poursuivi sa participation au comité de pilotage du BiS, dispositif issu de la collaboration entre l'Etat de Genève, la Ville de Genève, l'Hospice général et le CAPAS. Des réflexions ont été menées au sujet d'un BiS allant à la rencontre des gens (avec une première expérience dans le cadre de la Swiss Money Week en mars 2024, qui a rencontré un vif succès), d'une orientation renforcée, ou encore d'une meilleure coordination de l'information sociale à destination des professionnel·les.

Au niveau opérationnel, les permanences ont continué à être tenues par des assistantes sociales et des assistants sociaux de cinq membres du Collectif (Caritas Genève, le Centre Social protestant, la Croix-Rouge genevoise, l'EPER et la Virgule) aux côtés des autres partenaires.

Monitoring commun

Le manque de données harmonisées permettant de mieux évaluer la précarité à Genève, et donc de servir les plaidoyers au sujet de son évolution, a incité le CAPAS à se saisir de la question. Il a initié un travail sur la possible amélioration de la comparaison des données issues du terrain associatif par l'établissement d'un panorama des prestations dispensées par les organisations membres, et d'un inventaire de la typologie de données pour ces dernières, sur mandat de l'Office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales (OAIS). Ces informations permettront de poser un premier regard sur la situation actuelle, et d'élaborer des pistes d'action pour la suite de l'exploration dès 2025.

Collaborations avec l'Hospice général (Hg)

Le CAPAS a mis sur pied des rencontres régulières entre ses membres et l'Hg, afin d'échanger au sujet de problématiques concrètes rencontrées sur le terrain, d'alerter au sujet de cas problématiques, et d'affiner la compréhension par les membres de l'approche de l'Hg dans le traitement des dossiers des usagers·ères. En 2024, ces échanges ont traité des questions liées au logement (et notamment de l'impact d'un changement de logement en cas de violence conjugale) et des prestations forfaitaires et circonstancielles de la nouvelle loi sur l'aide sociale (LASLP).

Insertion socio-professionnelle

L'insertion socio-professionnelle est en mutation à l'échelle genevoise, et 2024 a été une année de réflexions sur les refontes de dispositifs à venir (mise en œuvre et conséquences de la LASLP, autres mesures d'insertion, etc.). Le CAPAS a organisé plusieurs rencontres, avec Insertion Genève, avec des représentants·es de l'Hg, et entre ses membres et l'Hg, afin de partager ses préoccupations. La voix du Collectif a par ailleurs été intégrée au sein de deux groupes de travail (Formation/Reconversion et Insertion sociale/santé) en lien avec la mise en œuvre de la LASLP par l'intermédiaire de deux de ses membres (le Centre social protestant et la Virgule).

Enjeux d'accès à l'hygiène & fin du projet Laverie

Porté par trois organisations membres (le Passage, le CARE et le Bateau Genève) et hébergé par le CAPAS, le « projet Laverie » a répondu entre 2019 et 2024 à un besoin essentiel d'accès à l'hygiène pour les personnes en situation de précarité, en mettant à disposition des cartes de lessives pour des salons lavoirs de l'entreprise Lavorent. Face à l'augmentation croissante des demandes et à des modalités de financement incertaines, le projet a atteint ses limites pour les organisations porteuses. Un travail de plaidoyer avec et auprès du réseau d'urgence a été porté par le CAPAS en 2024, afin de faire évoluer cet enjeu vers une piste plus pérenne. Des solutions ont été recherchées avec le Département de la cohésion

sociale et de la solidarité de la Ville de Genève afin de faire reconnaître les prestations de lessive comme une mesure d'hygiène élémentaire pouvant entrer dans le champ du financement de la Loi sur l'aide aux personnes sans abri (LAPSA). Cette reconnaissance a été obtenue, ce qui constitue un important jalon, permettant aux structures d'hébergement d'urgence de budgétiser cette prestation dès 2025. Cependant, les conséquences de l'absence d'un programme de ce type pour les personnes en situation de grande précarité évoluant hors de ces dispositifs, qui n'ont aujourd'hui pas de solutions, excepté le Point d'Eau, demeurent très préoccupantes. La réflexion devra donc être poursuivie au sein du Réseau.

Autres activités de plaidoyer & de représentation

En 2024, le CAPAS :

- A apporté son soutien pour la rédaction de la cartographie de l'aide alimentaire réalisée par Aude Martenot sur mandat du Département de la cohésion sociale (DCS), et pour les réflexions autour de la rédaction de l'avant-projet de loi sur le droit à l'alimentation.
- Est intervenu durant l'assemblée thématique « social » du Parti socialiste de la Ville de Genève avec deux de ses membres (F-Information et le Bateau Genève).
- A siégé au sein du Conseil du développement durable, à travers un de ses membres (le Bateau Genève).
- A été consulté par la HETS dans le cadre de la démarche prospective du projet « Horizon social 2040 » avec quatre de ses membres (Caritas Genève, F-Information, le Passage et Première Ligne).
- A contribué à l'étude sur le secteur philanthropique genevois menée par le Centre en philanthropie de l'Université de Genève.

Autres activités de collaborations

En 2024, le CAPAS:

- A siégé au sein du comité de coordination de la Semaine de la santé mentale organisée par le secteur de prévention et promotion de la santé de l'Office cantonal de la santé (OCS).
- A participé, dans le cadre de la réforme du dispositif cantonal de protection de l'adulte (Programme RePAir, du DCS et du Pouvoir judiciaire), à des ateliers qui ont permis l'élaboration de deux stratégies de communication à destination des institutions, des professionnel·les socio-sanitaires et du grand public.
- A initié des rencontres pluriannuelles entre secrétariats généraux/coordinations d'autres faitières/collectifs du canton, afin de favoriser une meilleure connaissance des enjeux et réalités de ceux-ci, de partager des bonnes pratiques, et de développer de potentielles synergies. Deux rencontres ont eu lieu, avec neuf organisations (Réseau Femmes*, Plateforme du réseau seniors Genève, Après Genève, Insertion Genève, Bénévolat Genève, INSOS-Genève/AGOEER, C9FBA, GLAJ-GE).
- A représenté ses membres lors de divers événements réseau et conférences tout au long de l'année, et a rencontré de nombreuses personnes-clés (au niveau politique, institutionnel, mais aussi du côté des bailleurs) afin d'analyser les enjeux transversaux, d'entamer des démarches partenariales, et de faire rayonner le CAPAS.



Autres services aux membres

1^{er} speed-meeting du CAPAS

Près de 50 participant-es provenant de 28 organisations membres différentes ont participé à cet événement pilote, destiné à faire connaître les nombreuses prestations délivrées par les un-es et les autres, établir des contacts et agrandir les réseaux de collaboration pour les publics qu'ils et elles accompagnent.

Formation

Dix membres du CAPAS ont suivi une formation sur le développement des dossiers de recherche de fonds, menée par Sonya Martin Pfister, présidente de Booster Bridge.

Helpdesk & Renforcement institutionnel

Par leur connaissance étendue du réseau, les co-responsables ont répondu aux sollicitations des membres ou les ont redirigés vers les ressources adéquates. Des conseils et des informations ont été fournis dans des domaines divers, tels que: financement étatique de projets, personnes de confiance, loi sur la protection des données, questions RH, enjeux d'interprétariat, recrutement de stagiaires, etc.

Groupe d'intervision pour directions

Un format de groupe d'intervision «entre pair-es» a été proposé aux membres dès 2024 pour des personnes occupant une fonction de direction ou de responsable de structure: 8 participantes se sont réunies à 5 reprises, afin d'échanger et de trouver du soutien dans des situations complexes rencontrées dans l'exercice de leur fonction.

Communication au réseau

Le CAPAS a œuvré à la rédaction et la circulation d'une information choisie et approfondie au sein du réseau, ainsi qu'à la visibilité de l'action de ses membres par le biais d'une communication soutenue via ses canaux: site internet, newsletter mensuelle publique, réseaux sociaux/ plateforme d'information (LinkedIn et Relatt), contacts directs avec le secrétariat.

Comptes 2024

CHARGES									2024
Charges d'activités et de projets (tableau détaillé ci-dessous)									
Charges de personnel									173 397
Charges directes d'activités et de projets									106 029
Charges de locaux									11 230
Autres charges de fonctionnement									18 131
Total charges d'activités et de projets									308 787
Charges d'administration									
Charges de personnel									24 771
Charges de locaux									1 604
Autres charges de fonctionnement									2 212
Amortissements									-
Total charges d'administration									28 587
Charges de communication & recherche de fonds									
Charges de personnel									27 023
Charges directes d'activités									2 360
Charges de locaux									1 750
Autres charges de fonctionnement									2 413
Total charges communication & recherche de fonds									33 546
TOTAL CHARGES									370 921
Charges d'activité et de projets détaillé	Services membres	Collaboration Hg	BiS	Dossier Monitoring	Insertion socio-pro	Projet Laverie	Autres plaidoyers	Autres collaborations	
Charges de personnel	29 275	11 260	11 260	47 290	20 267	11 260	9 008	33 779	
Charges directes d'activités	4 245	109	35 720	66	77	64 597	1 081	134	
Charges de locaux	1 896	729	729	3 063	1 313	729	584	2 188	
Autres charges de fonctionnement	5 261	1 005	1 005	4 222	1 810	1 005	804	3 016	
Total	40 677	13 103	48 714	54 641	23 467	77 591	11 477	39 117	

REVENUS	2024
Subventions	
Subvention Etat de Genève	20 000
Subvention Ville de Genève	25 000
Subventions autres communes	5 000
Total subventions	50 000
Autres produits	
Mandats de prestations	78 920
Cotisations	74 000
Dons reçus	180 000
Autres produits	308
Total autres produits	333 228
TOTAL REVENUS	383 228

RÉSULTAT NET AVANT VARIATIONS DES FONDS	12 307
- Attribution aux fonds affectés	- 200 000
+ Utilisation/dissolution des fonds affectés	188 001
- Attribution aux fonds liés	—
Mouvement net des fonds	-11 999
Produits / (charges) hors période	—
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	308

Remerciements

Soutiens financiers

Institutions publique

Ville de Genève, Département de la cohésion sociale et de la solidarité (DCSS), ainsi que les communes suivantes: Bernex, Carouge, Céligny, Grand-Saconnex, Meyrin.

Etat de Genève, Département de la cohésion sociale (DCS), pour le projet Laverie.

Fondations et entreprises

Fondation privée genevoise
Lavorent SA, pour le projet Laverie.

Mandats

Etat de Genève, Département de la cohésion sociale (DCS), pour le dossier Monitoring commun et le dossier BiS

Nous soutenir

Collectif d'associations pour l'action sociale (CAPAS)

IBAN CH27 0900 0000 1234 6969 9
67 rue de la Servette, 1202 Genève



Collaborations régulières

AGOEER, Après Genève, Collectif santé mentale Genève, C9FBA, Direction du Département de la cohésion sociale (DCS) de l'Etat de Genève, Fondation pour l'égalité de genre, GLAJ-GE, Haute école de travail social Genève, Hospice général, Insertion Genève, INSOS-Genève, Office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales (OAI) de l'Etat de Genève, Plateforme du réseau seniors Genève, Réseau Femmes*, Service social de la Ville de Genève, Stamm.

Le CAPAS tient à exprimer sa profonde gratitude envers ses bailleurs de fonds et ses partenaires, dont le soutien est indispensable pour la réalisation de son action, ainsi qu'à toutes les personnes et organisations qui s'engagent aux côtés du Collectif pour renforcer son développement et son rayonnement.

Nous contacter

secretariat@capas-ge.ch
+41 22 734 05 35
www.capas-ge.ch

